

LIEUX DE VIE

1919 Destructions des fortifications qui entourent Paris

Mars 1928 Loi Sarraut, ouvrant droit à des subventions d'État pour améliorer les lotissements défectueux

Juillet 1928 Loi Loucheur. Les particuliers peuvent emprunter à taux réduit à l'État pour construire un pavillon. Lancement d'un vaste projet de construction d'Habitat Bon Marché (HBM), ma plupart sur l'emplacement de la « zone »

1953-1954 Plan Courant et appel de l'Abbé Pierre. Démarrage de la politique du logement

1956 Fondation de la Sonacotral (Société nationale de construction pour les travailleurs algériens). Elle devient Sonacotra en 1963 et s'ouvre aux travailleurs de toutes nationalités

1958 Décret instituant les ZUP (Zones à Urbaniser en Priorité), qui conduisent à la multiplication des grands ensembles

1964 Loi Debré, visant la résorption des bidonvilles. Ceux de Nanterre comptent 9000 habitants (Maghrébins surtout), ceux de Champigny 15 000 (Portugais)

1970 Loi Vivien. Son objectif est de résorber l'ensemble des logements insalubres

1976 Les employeurs sont tenus de consacrer 0,2% du 1% patronal à la construction de logements pour les immigrés

Destruction de la « Digue des Français » à Nice, dernier bidonville de France

1981 Premières émeutes urbaines médiatisées (les Minguettes, dans la banlieue lyonnaise). Début de la politique de la ville

1991 Loi d'orientation pour la ville (LOV), dite aussi « loi anti-ghetto », contre la tendance à la concentration de l'habitat social dans certains quartiers ou communes

2003 Après 25 ans de politique de la ville, loi Borloo d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine